



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Soutien aux forces kurdes de syrie

Question au Gouvernement n° 2268

Texte de la question

SOUTIEN AUX FORCES KURDES DE SYRIE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Monsieur le Premier ministre, la Turquie souhaite entreprendre une opération militaire de grande ampleur à la frontière turco-syrienne. À la suite de cette annonce, la Maison-Blanche a annoncé dimanche soir qu'elle retirait son soutien aux Kurdes, qui sont les premiers menacés par cette opération. Or nous leur devons beaucoup, car ils sont des acteurs clés dans la lutte contre Daech. Sous la pression de sa majorité au Sénat, le président Trump semble toutefois rétropédaler.

Cependant, entre dimanche soir et aujourd'hui, le gouvernement français n'a rien dit pour condamner cet abandon des Kurdes – de même que la France n'avait rien dit, en 2018, lors de l'offensive turque dans l'enclave kurde d'Afrin, trahissant ainsi les engagements pris en 2016 envers des forces qui ont apporté à la coalition internationale, dans la lutte contre Daech, une aide unanimement reconnue.

Le silence du Quai d'Orsay vis-à-vis des Kurdes est intolérable. Pire, il va à l'encontre de ce qu'a toujours été la diplomatie de la France à l'échelle internationale : une voix forte, respectée, capable de se mettre au service de la protection des populations. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, GDR et FI.*)

Monsieur le Premier ministre, je vous demande une chose : renouez avec la force de la diplomatie française, telle que l'ont faite de Gaulle, Mitterrand, Chirac et François Hollande. Protégez les Kurdes. On sait comment cela finit, lorsque nous tournons le dos à nos valeurs ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

Mme Valérie Boyer. Bravo !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Madame la présidente Rabault, les combattants des forces démocratiques syriennes, les FDS – dont les Kurdes –, ont joué, comme nous le savons tous, un rôle clé pour permettre la défaite territoriale de Daech en Syrie. Ils l'ont fait avec le soutien de la coalition internationale et avec celui de la France. Le courage des hommes – et, nous le savons, des femmes – des FDS, les sacrifices qu'ils ont consentis face à l'ennemi, face à Daech, appellent notre reconnaissance. Le Président de la République a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de souligner et d'exprimer cette reconnaissance – la dernière fois au mois d'avril dernier, lorsqu'il a rencontré, au palais de l'Élysée, plusieurs représentants des FDS.

Le combat contre Daech ne s'est pas terminé avec la fin de l'emprise territoriale de ce groupe terroriste, et reste notre priorité en Syrie. Cela ne fait que renforcer la nécessité de préserver les forces démocratiques syriennes,

en particulier dans un contexte où les menaces d'offensive turque font peser de très lourdes incertitudes sur le nord-est de la Syrie. C'est ce que nous disons d'une façon régulière et constante à tous nos interlocuteurs, turcs ou américains.

Madame la présidente, vous nous reprochez de ne pas réagir à des déclarations – ou, plus exactement, à des déclarations rapportées, communiquées par tweet ou dont, le cas échéant, d'autres sources feraient état. Il est, au contraire, préférable de dire les choses avec constance et cohérence, plutôt que de réagir au gré des hésitations manifestes de certains acteurs, notamment de nos amis américains. Il me paraît préférable de rappeler systématiquement la cohérence et la constance de notre position, à savoir que seule une solution politique peut assurer dans la durée, car c'est bien là le sujet, la place en Syrie des Kurdes et des autres minorités – je pense en particulier aux chrétiens.

C'est ce à quoi nous travaillons avec nos partenaires, avec les pays de la région et avec l'ensemble des pays capables de peser sur l'issue de cette crise. Nous veillerons, bien sûr, à ce que soient pris en compte les intérêts des Kurdes, dont le courage et les sacrifices nous obligent. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault.

Mme Valérie Rabault. Monsieur le Premier ministre, je vous remercie pour votre position très claire à propos des Kurdes. Je souhaiterais toutefois que le Quai d'Orsay s'exprime. En effet la France a toujours eu, au nom de ses valeurs et des droits de l'homme, une tradition de défense et d'expression. Elle ne peut pas s'enfermer dans le silence. Vous regrettez que le président des États-Unis s'exprime par des tweets. Moi aussi, mais c'est aujourd'hui son nouveau mode d'expression. La France doit s'affirmer et retrouver une diplomatie qui parle. Elle a toujours eu cette tradition. Il est temps de la retrouver. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SOC.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Madame la présidente Rabault, le Président de la République a affirmé la position de la France et je viens moi-même de le faire. Je comprends que vous demandiez la position du Quai d'Orsay, mais je crois, à la lecture de notre Constitution et avec l'habitude de nos institutions, que lorsque le Président de la République et le Premier ministre rappellent une position constante, c'est la position de la France. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Rabault](#)

Circonscription : Tarn-et-Garonne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2268

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 octobre 2019](#)